

[EN COUVERTURE]

COOPÉRATION ÉCONOMIQUE MAURICE, LE NOUVEL ELDORADO DES ÉMIRATS ARABES UNIS

COUVERTURE
ECONOMIQUE
EN

Maurice s'achemine vers l'ouverture d'une nouvelle ère de liens bilatéraux et économiques avec les Émirats arabes unis, en particulier avec Dubaï et Abu Dhabi. Dans ce contexte, les deux États négocient des accords stratégiques en vue d'attirer les capitaux et de créer un environnement propice à l'investissement.

EVERETT

W11129 - du 16 au 30 février 2012

RETOMBÉES POSITIVES DE LA DERNIÈRE MISSION MINISTÉRIELLE

La récente mission du ministre des Finances, Renganaden Padayachy, à Dubaï en marge du Dubai Expo 2020, a eu des retombées positives. Ainsi, les autorités dubaïtes mettront un bureau gratuitement à la disposition de l'Economic Development Board (EDB) et ce, pour une période de deux ans. Celui-ci se trouve dans l'immeuble abritant le Dubai Chamber of Commerce and Industry. C'est un nouveau pas qui est franchi dans la nouvelle collaboration économique et commerciale entre Maurice et les Émirats arabes unis. Enquêtant un pied-à-terre à Dubaï, l'EDB sera dans une meilleure position pour capter des investissements directs de l'étranger. Ces derniers mois, les deux États se sont beaucoup rapprochés. Les investisseurs émiratis sont intéressés par la perspective de réaliser d'importants investissements, que ce soit dans l'immobilier de luxe, le secteur bancaire ou encore le global business.

Effectivement, à Dubaï, Renganaden Padayachy, a eu des réunions d'affaires notamment avec Mohammed Al Shabani, membre du conseil d'administration et directeur général de l'Investment Corporation of Dubai et propriétaire de Kierzner International. Le groupe investit dans des villas de luxe et envisagerait également de mettre en place une plateforme bancaire numérique à Maurice. Renganaden Padayachy a également rencontré le président de la Madheeq Bank (le groupe envisage les possibilités de mettre en place une structure bancaire numérique à Maurice), le président de DAMAC, promoteur immobilier mondial et principal promoteur principal aux Émirats arabes unis, le président de la Chambre de commerce et d'industrie de Dubaï et son vice-président exécutif chargé des relations internationales ainsi que le président et le directeur général de la Chambre de commerce et d'industrie d'Abu Dhabi. Un protocole d'accord a été signé entre l'EDB et l'Abu Dhabi Chamber, avec le secrétaire général de la Chambre de commerce des Émirats arabes unis et Sheikh Sultan bin Khalifa Al Nahyan, conseiller du président des Émirats arabes unis.



LA crise nous a appris qu'il est essentiel qu'on noue des nouvelles alliances. Celoirement, le pays ne peut plus se contenter uniquement de ses partenariats traditionnels. D'où la volonté du gouvernement de se rapprocher des Émirats arabes unis (EAU) qui voient Maurice comme une porte d'entrée en Afrique. Pour des observateurs avisés, les EAU sont «*the next place to be*».

D'abord, faisons un état des lieux des relations d'affaires entre Maurice et les EAU. Il faut savoir que les deux États ont signé un accord de non-double imposition remontant à l'exercice financier 2006-2007. Ils sont toutefois en concubinage indirecte pour les Foreign Portfolio Investors (FPI) investissant en Inde. Plusieurs synergies entre les deux juridictions ont été établies au fil du temps, notamment dans le port franc et la logistique, dans le domaine du libre-échange ou encore dans les TIC et présentant Maurice en tant que hub mondial d'affaires et de technologie et tirant parti de Dubaï comme hub international de haute technologie et de la fintech. De plus, Maurice recherche l'expertise des EAU dans l'exploitation d'hydrocarbures, une industrie en exploration à Maurice.

De l'avis des observateurs économiques, ces relations existantes serviront de base pour des collaborations futures dans le tourisme, l'immobilier de luxe ou encore la fintech.

«MAURICE SE POSITIONNE COMME UN PARTENAIRE STRATÉGIQUE POUR LES ENTREPRISES DU MOYEN-ORIENT QUI S'AVENTURENT EN AFRIQUE»

- SRIDHAR NAGARAJAN



Concernant les investissements du Moyen-Orient dans l'économie mauricienne, ils représentent environ 4 % du total des IDE à Maurice, les principaux secteurs d'intérêt étant l'immobilier, l'industrie manufacturière, l'hôtellerie et les services aux entreprises.

Commentant l'état des relations entre les EAU et Maurice, le Regional Managing Director d'IO-EQ, Sridhar Nagarajan, précise que l'accord de non-double imposition et l'accord de promotion et de protection des investissements (OPPI) signés entre Dubaï et Maurice ont permis des flux d'investissement de plus de 10 milliards de dollars entre les EAU et Maurice, lesquels ont été structurés par le secteur du global business. Ce qui l'amène à dire que Maurice se positionne à juste titre

comme un partenaire stratégique pour les entreprises du Moyen-Orient qui s'aventurent en Afrique.

De son côté, Manisha Dookhony, économiste, estime que le Dubai Expo 2020 a ouvert une certaine perspective de développement économique entre la région du Moyen-Orient et Maurice. Il existe déjà un flux important de business qui se fait à partir de Dubaï. En approfondissant les relations, cela pourrait aider à étendre le réseau d'investisseurs, à accélérer la diversification des marchés, à étendre la collaboration en termes d'offres combinées de produits financiers innovants ou encore à favoriser le développement dans les produits biopharmaceutiques.

En termes d'importations, l'Asie et l'Europe ont représenté 54 % et 26 % des importations totales en 2019. La Chine était classée première en tant que premier fournisseur de Maurice, les produits électriques et électroniques figurant parmi les principaux produits importés. En deuxième position, on retrouve l'Inde, suivie de l'Afrique du Sud, des Émirats arabes unis et de la France.



«LE MARCHÉ DU MOYEN-ORIENT EST TRÈS DIFFÉRENT DES AUTRES MARCHÉS...»

- KEVIN TEEROOVENGADUM

«IL Y A DÉFINITIVEMENT DES OPPORTUNITÉS À EXPLOITER POUR DES EXPORTATIONS VERS LE MOYEN-ORIENT»

- MANISHA DOOKHONY



Selon la Chambre de Commerce et de l'Industrie, en 2018, les Émirats arabes unis ont représenté 3 % de nos importations pour une valeur de Rs 6,5 milliards. En 2019, les Émirats arabes unis comptaient pour 7 % de nos importations pour une valeur de Rs 14,4 milliards. Toutefois, en 2020, ces chiffres ont connu une hausse significative. Effectivement, nos importations des Émirats arabes unis, en 2020, étaient chiffrées à Rs 20,4 milliards, soit 18 % de nos importations totales. Ce qui a classé ce pays en deuxième position s'agissant de nos sources d'importation, surpassant l'Inde.

Au cours des vingt dernières années, Dubaï et Abu Dhabi ont réussi à se développer en tant que plaques tournantes dans la région du Moyen-Orient. Les deux plus importants émirats des ÉAU sont considérés comme des havres de sécurité, tant du point de vue de la sécurité que du concept *Live, work and play*. Pour Maurice, en tant que petit pays insulaire situé au milieu de l'océan Indien, il est important que nous établissions de bonnes relations avec ces deux Émirats, insiste l'économiste Kevin Teeroovengadum. Mais, rappelle-t-il, «nous devons être prudents car nous avons vu dans le passé que de nombreux accords signés ne conduisent pas nécessairement à des développements positifs pour Maurice. Un exemple clas-

sique récent est la signature de l'accord de libre-échange avec la Chine – entré en vigueur en 2021 – et pour lequel nous avons constaté, sur la base de données réelles, que la Chine a augmenté ses exportations vers Maurice en 2021 de manière bien plus importante que les exportations de Maurice vers la Chine. Donc, en ce qui concerne Abu Dhabi et Dubaï, j'espère que Maurice pourra bénéficier davantage de cet accord», souligne Kevin Teeroovengadum.

Quant à Anisit Balharta, CEO d'Annuu, il est d'opinion que le Moyen-Orient se pose comme la bonne destination pour une diversification de nos marchés. Tout en indiquant qu'Annuu investit au Moyen-Orient depuis des années, il précise qu'il y a toujours des opportunités découlant à trouver, en particulier dans les secteurs de l'énergie, des infrastructures, de la finance, du tourisme et de la consommation. Nos banques locales et nos sociétés des services financiers ont accès à ces marchés de capitaux publics et privés pour des raisons de diversification. Cependant, il faut également être conscient que des risques macroéconomiques et politiques intégrés dans l'écosystème d'affaires des pays du Moyen-Orient peuvent affecter matériellement – positivement et/ou négativement – les investissements dans la région, comme dans toute autre région.

VERS DES RELATIONS COMMERCIALES PLUS FORTES AVEC ABU DHABI



La rencontre entre Rangsanon Padsaychy et Abdulrahman Al-Masri, Chairman de l'Abu Dhabi Chamber, a débouché sur la signature d'un accord de coopération avec l'EDC afin d'approfondir les relations économiques et commerciales entre Abu Dhabi et Maurice. L'accord vise

également à servir l'environnement commercial en tant que système mondial pour un partenariat positif, à partager les expériences et les meilleures pratiques entre les entreprises. L'objectif étant d'explorer les meilleurs moyens d'accroître les échanges commerciaux entre les deux pays. D'où l'importance des accords stratégiques visant à attirer les capitaux et à faciliter le travail des investisseurs afin de bénéficier des opportunités d'investissement offertes par les deux pays.

Abdulrahman Al-Masri fait ressortir qu'en signant cet accord, Abu Dhabi cherche à approfondir la coopération des entreprises émiratites avec leurs homologues du monde entier. Il souligne également la volonté de la chambre d'Abu Dhabi de former des partenariats stratégiques avec de nombreux pays et institutions financières internationales dans le but de développer ses relations économiques et financières et de renforcer la position d'Abu Dhabi sur la carte économique mondiale.

Par ailleurs, l'accord établira un cadre pour le développement de relations commerciales plus fortes entre Abu Dhabi et Maurice et des procédures de coopération pour améliorer la réalisation de leurs objectifs économiques respectifs. Cela, en plus de former des partenariats fructueux, de coordonner les délégations commerciales et les visites entre les deux pays. L'accord stipule également que les deux parties coopéreront dans le but de promouvoir le commerce dans leurs pays respectifs, échangeront des informations sur les opportunités commerciales et le potentiel d'investissement, organiseront des missions d'affaires prospectives, des voyages d'études, des événements commerciaux, des foires commerciales, des expositions, des séminaires et des sessions de formation pour le bénéfice mutuel des entreprises.

OPPORTUNITÉS DANS LA BIOPHARMACIE

La stratégie Abu Dhabi Economic Vision 2030 identifie un certain nombre d'industries où le pays pourrait exploiter ses avantages concurrentiels afin de diversifier son économie pour ne plus dépendre des revenus des hydrocarbures. Il s'agit notamment du tourisme, du développement manufacturier, de la logistique, des soins de santé et biopharmacie, de l'éducation, des services financiers, de l'aérospatiale et des télécommunications, avec un accent sur le développement d'un écosystème favorable, le climat des affaires et l'investissement, la société, la connaissance et innovation, et le mode de vie.

«Au niveau du domaine de la santé et la biopharmacie, l'Office d'investissement d'Abu Dhabi a récemment dépensé 50 millions de dollars pour lancer des programmes d'innovation conçus pour aider les entreprises de la santé et de la biopharmacie à développer une offre de soins de santé plus efficace à l'échelle mondiale. Comme Maurice est dans une perspective similaire de diversification, il y a des synergies évidentes à exploiter, notamment dans cette poursuite vers la production biopharmaceutique. Nous nous souvenons qu'Abu Dhabi construit actuellement plus de 350 nouvelles hôpitaux, cliniques et installations spécialisées. Leurs collaborateurs sont des prestataires médicaux de classe mondiale tels que John Hopkins ou Mayo Clinic», commente Manisha Dookhony.

Pour Kevin Teeravongdam, la coopération entre les EAU et Maurice pourrait donner lieu à des opportunités dans l'immobilier et le tourisme. En outre, si nous avons de bonnes relations diplomatiques avec le Moyen-Orient, en tant que très petit pays, nous pouvons tirer parti de ces relations pour nous approvisionner en pétrole à de meilleures conditions. Il y a là un vrai enjeu quand on sait que le prix mondial du pétrole pourrait approcher les 100 dollars le baril.

«Le marché du Moyen-Orient est très différent des autres marchés et il est important d'essayer de comprendre ce que nous devons faire pour améliorer notre offre de produits afin d'attirer davantage ce marché. Pour cela, je pense qu'étant donné la culture du Moyen-Orient, nous avons besoin que le gouvernement mauricien conclue des accords de gouvernement à gouvernement. Nous avons vu, par exemple, comment Abu Dhabi a fourni des vaccins contre la Covid-19 aux Seychelles et, en retour, a été autorisé à investir aux Seychelles dans le secteur du tourisme», fait remarquer Kevin Teeravongdam.

DIVERSIFICATION TOUS AZIMUTS

Pour Manisha Doolihony, beaucoup de pays d'Afrique voient le Moyen-Orient comme un marché de diversification très important. Il y a dans ces pays une demande croissante, une population avec des moyens d'achat conséquents ainsi que des demandes pour des produits de diverses gammes. Certains pays se positionnent pour la production de produits agricoles spécifiquement pour les besoins des pays du Moyen-Orient avec des viandes et coupes de viande, des épices, des fruits et légumes axés spécifiquement pour la de-

PROMOUVOIR LES PRODUITS MAURICIENS AU SEIN DES ÉMIRATS



Le CEO de l'Association des Manufacturiers Mauriciens (AMM), Bruno Dubarry, a fait partie de la délégation mauricienne menée par Soumitra Bholah, ministre du Développement industriel, des PME et des Coopératives pour une mission à Dubaï en marge du Dubai Expo 2020.

Selon Bruno Dubarry, les marchés des Émirats arabes unis sont diversifiés car ils sont déjà des importateurs de marchandises de par le monde. Cela, soit pour la consommation locale soit pour la réexportation. Les Émirats sont également dotés de plusieurs parcs industriels avec une production locale évidente.

«Ce sont des territoires qui sont à la jonction de l'Europe, de l'Asie, de l'Afrique et du proche Moyen-Orient et c'est quand même important d'y avoir une présence. Pour ce qui est des produits fabriqués à Maurice, la question des volumes et des prix pouvant être attractifs pour des potentiels acheteurs là-bas demeure. Il y a là un gros travail à réaliser. Je sais que l'EDB attire essentiellement les investissements vers Maurice, mais la question des campagnes de promotion des produits vers ces territoires reste entière», fait ressortir Bruno Dubarry.

Il ajoute que le portfolio des produits mauriciens et de ceux labellisés Made in Moris a beau s'étroffer, il demeure en grande majorité des produits de consommation rapide. C'est donc plutôt sur des marchés émergents qui se concentrent potentiellement les volumes de fabrication mauricienne et pas forcément sur des marchés élevés et sophistiqués comme ceux des Émirats arabes unis qui, eux, seraient plus intéressés par des produits de niche à forte valeur ajoutée ou dits de luxe.

«Les stratégies d'exportation et régionales doivent prendre en considération cette distinction. Par ailleurs, je pense que nous ne devons pas rester dans l'attente. Il faut être dans une logique d'engagement, de conquête et de recherche. Pour cela, je suis d'avis qu'il faut mener plus régulièrement des missions de ce type – comme celles qui ont eu lieu ces dernières semaines – avec plusieurs déplacements ministériels et surtout des délégations public/privé. Je salue d'ailleurs ce déplacement avec le ministre du Développement industriel, des PME et des Coopératives. Déplacement qui a englobé des Senior officers des organismes du secteur privé dont l'AMM», conclut-il.



BRUNO DUBARRY
(CEO de l'AMM)

«LE MOYEN-ORIENT SE POSE COMME LA BONNE DESTINATION POUR UNE DIVERSIFICATION DE NOS MARCHÉS»

- AMIT BAKHRTA



mandes habitants du Moyen-Orient. La multiplication des vols aériens entre les pays africains avec Ethiad, Emirates, Saudia entre autres, aide au commerce.

«Maurice n'est pas en reste. Ainsi il y a définitivement des opportunités à exploiter pour des exportations vers le Moyen-Orient. Mais je pense qu'il faut aussi aller plus loin. Alors que Maurice tente de développer et de régénérer son économie, nous pouvons aussi envisager de diversifier les sources

d'investissement en obtenant les fonds souverains et fonds privés, le capital-risque, et entreprises du Moyen-Orient», fait ressortir Manisha Doolihony.

De son côté, Amit Bakhirta espère que des négociations pertinentes seront engagées afin non seulement de pouvoir exploiter ce marché attractif pour les flux de capitaux et les IDE, mais également en tant que marché d'exportation pour les

petites et moyennes entreprises mauriciennes. En 2020, 18 % de nos importations provenaient de la région des Émirats arabes unis alors que du point de vue des exportations, c'est plutôt marginal. Il s'agit donc de tout mettre en œuvre pour que les EAU ouvrent encore plus leur robinet d'IDE vers Maurice dans des domaines tels que l'immobilier, la dette souveraine et autres financements des projets public-privé.

(EN COUVERTURE)

LE DUBAI INTERNATIONAL
FINANCIAL CENTRE (DIFC)

SECTEUR FINANCIER DUBAÏ ET MAURICE VEULENT PARTIR À LA CONQUÊTE DE L'AFRIQUE

Les investisseurs de Dubaï peuvent utiliser le centre financier mauricien pour canaliser leurs investissements en Afrique. Il y a là une vraie opportunité pour Maurice.

LA Mauritius Finance & Investment Week au Dubaï Expo 2020, qui s'est tenue au mois de décembre, aura permis de faire voir les atouts du centre financier mauricien, lequel se positionne comme une plateforme canalisant les investissements en Afrique.

Ayant participé à cet événement, le Regional Managing Director d'IO-EQ, Sindhar Nagarijan, se dit satisfait du fait que les hommes d'affaires de Dubaï ont pu avoir la démonstration que Maurice est une plateforme compétitive pour structurer, administrer et gérer des entreprises vers, depuis et à travers l'Afrique.

«Nous avons remarqué à travers les diverses interactions avec les intermédiaires des du secteur financier, à savoir les cabinets d'avocats, les fournisseurs de services financiers, entre autres, que leur connaissance de la sophistication, de l'étendue des produits et de la clientèle mondiale de notre centre financier international a été considérablement améliorée grâce à la semaine mauricienne à Dubaï», souligne-t-il.

Il convient de noter que l'Afrique représente la deuxième plus grande destination pour les

investissements sortants effectués par l'intermédiaire de Maurice, après l'Inde, pour un montant de 82 milliards de dollars, ce qui contribue à environ 6 milliards de dollars de recettes fiscales pour l'Afrique par an.

ATTIRER DES CAPITAUX

Il faut savoir que le Dubai International Financial Centre (DIFC) et l'Abu Dhabi Global Markets sont des centres financiers internationaux établis aux Émirats arabes unis, qui s'occupent non seulement de la facilitation des affaires dans toute la région du Moyen-Orient, mais aussi en Afrique du Nord et de l'Est, en Europe de l'Est et en Inde. Quant à Maurice, il est aujourd'hui reconnu comme un centre financier international mondialement répondant aux besoins des clients en matière d'accès aux marchés indien et africain. Il existe donc un potentiel important pour une relation symbiotique entre les secteurs financiers des Émirats arabes unis et de Maurice.

Par ailleurs, l'impact de la pandémie sur l'économie mondiale a été dévastateur et l'Au-

rice doit trouver des opportunités conjointes pour soutenir des secteurs de notre économie tels que le tourisme et l'aviation. D'un autre côté, les accords stratégiques entre Maurice et le Moyen-Orient permettront d'attirer davantage de capitaux et de faciliter les opportunités d'investissement entre les deux régions.

Le CEO d'Anneau, Amit Balhrita, est également d'avis que la Mauritius Finance & Investment Week devrait favoriser une plus grande coopération en matière d'investissement et de financement entre les pays des Émirats arabes unis et Maurice, en particulier dans les secteurs bancaire, de la finance, des investissements et de l'assurance. Quant à Dubaï, il se positionne de plus en plus comme un centre financier mondial avec un accès aérien mondial incroyable et un style de vie de nation développée et progressiste. Sa proximité géographique relative avec l'Europe et sa réputation de centre financier mondial aideront invariablement le secteur des services financiers mauriciens à renforcer les flux transactionnels au fil du temps, estime Amit Balhrita.

[EN COUVERTURE]

Déjà, Dubaï est raisonnablement bien avancé sur les polices de hautes technologies et cryptomonnaies ainsi que la technologie blockchain. C'est là que Maurice peut également bénéficier en faisant de plus en plus partie de cet écosystème de haute technologie.

«Entre les exposés lorsque les gens se rencontrent, échantonnant des idées et discutent, l'entretien de telles relations prend du temps (des années) et les affaires se font et se défont. Cela dépend fortement des synergies et des accords conclus par les partenaires privés et publics. Maurice, qui se présente de plus en plus comme un pont stable entre l'Afrique et l'Asie et vice versa, envisage également les échanges transfrontaliers des Émirats arabes unis vers et depuis d'autres pays africains avec lesquels nous avons des accords commerciaux bilatéraux existants et à venir. Nous pensons que c'est là que se trouvent d'énormes opportunités, mais cela dépend aussi fortement de nos propres capacités à étendre et à perfectionner nos accès au marché africain», assure Amal Beldhiria.

Il est rejoint par Sোধer Nagasajan qui, tout en rappelant que Maurice et les EAU sont des leaders lorsqu'il s'agit de fournir un accès aux investisseurs internationaux en Afrique, en Inde et au Moyen-Orient respectivement, estime que «toute coopération et collaboration renforcée entre ces juridictions sera de bon augure pour l'intégration de ces marchés à forte croissance». En jouant sur les atouts économiques et concurrentiels des EAU, la communauté des affaires et le secteur financier mauricien peuvent utiliser cette plateforme pour mieux accéder aux marchés du Moyen-Orient, de l'Afrique du Nord et de l'Europe de l'Est». Au passage, il précise que Maurice a mis en oeuvre plusieurs stratégies fructueuses pour approfondir les échanges financiers avec les EAU. Par exemple, les investisseurs internationaux basés au Moyen-Orient peuvent profiter d'une pléthore d'incitations, notamment l'accès aux accords de non-double imposition et sur la protection des investissements, aux trois principaux accords commerciaux, à savoir la Zone de libre-échange continentale africaine, le Comprehensive Economic Cooperation and Partnership Agreement (CECPA) avec l'Inde et la Mauritius-China Free Trade Agreement, ainsi qu'avec les blocs régionaux tels que le Southern African Development Community (SADC) et le Common Market for Eastern and Southern Africa (COMESA). De plus, la collaboration et les échanges financiers entre les EAU et Maurice reposent sur une connectivité financière solide, en particulier vers DXB, Dubai



international, qui est un centre mondial bien établi, avec des vols réguliers quotidiens.

Étant un pays nettement plus petit que les EAU, nous avons clairement plusieurs avantages. Maurice devait chercher à favoriser les synergies vers et depuis la région avec un alignement de nos intérêts géoéconomiques sur le long terme, préconise Amil Bakhtra. Ainsi, alors que Maurice se penche sur l'exploration pétrolière et gazière, l'expérience internationalement reconnue des EAU dans ce segment est clairement un axiome de collaboration clé à la fois pour notre secteur public mais aussi pour les institutions bancaires et non bancaires.

«Chez Anneau, nous travaillons de plus en plus avec des partenaires qui investissent des Émirats arabes unis à Maurice et en Afrique. Et dans une certaine mesure, le cas échéant, à l'échelle mondiale. Nous discutons avec des investisseurs potentiels basés aux EAU pour leurs divers bureaux familiaux et leurs besoins d'investissement et de conseil», précise Amit Baidhrra.

De son côté, IQ-EQ, qui a multiplié par dix sa franchise mondiale au cours des sept dernières années, avec plus de 4 000 professionnels au service des clients dans 24 jurisdic-

ditions, a prévu de s'implanter dans le Dubai International Financial Centre. Le DIFC sera la 25^e juridiction dans laquelle l'entreprise servira des clients dans les trois segments, à savoir les fonds, les entreprises et la fortune privée.

«IQ-EQ a l'intention d'étendre rapidement sa présence aux opportunités domestiques à Dubaï et d'établir des opérations à Abu Dhabi Global Markets. Étant donné que Maurice est l'une des plus grandes opérations du groupe IQ-EQ avec environ 15 % de l'effectif global et qu'il contribue de manière significative aux revenus du groupe, la stratégie du Moyen-Orient est déployée à partir de notre siège social à Maurice. Nous sommes donc ravis d'assister et de participer à cette collaboration entre les EAU et Maurice lors de la récente Mauritius Investment & Finance week à Dubaï Expo. Nous espérons voir cet engagement se développer et se maintenir à l'avenir», ajoute Siddharth Nauman.

À noter que la Mauritius Commercial Bank (MCB) a également renforcé sa présence dans le DIFC, passant d'un bureau de représentation à une succursale. De plus, l'institution a été autorisée par la Dubai Financial Services Authority à fournir des services d'adviser and arrangeur.

COLLABORATION DANS DES FILIÈRES PORTEUSES

L'Economic Development Board (EDB) soutiendra la coopération avec les Chambres de commerce de Dubai et d'Abu Dhabi par le biais d'un dialogue et d'un engagement renforcés dans des filières portuaires comme la banque privée, la gestion de patrimoine et la family office, le capital-investissement et la gestion de fonds et la fintech. En outre, Maurice est actuellement en discussion pour signer un accord de libre-échange bilatéral similaire à celui que les EAU ont signé avec l'Inde. Cela pourrait être un signe avant-coureur d'espoir et d'optimisme tout en inaugurant une coopération triangulaire entre les EAU, l'Inde et Maurice.

L'EDB SERA-T-IL CAPABLE DE CONVAINCRE LES INVESTISSEURS DUBAÏOTES ?

L'Economic Development Board (EDB) disposera d'un bureau à Dubai. La question est de savoir si le fait d'avoir un bureau là-bas permettra d'attirer plus d'investisseurs du Moyen-Orient ? À cela, Manisha Doodhony répond que c'est une bonne nouvelle. En effet, avoir une représentation sur place permet d'avoir une meilleure connaissance du pays. Si les officiers qui y seront postés font un bon travail, ils pourront aussi accéder aux réseaux des investisseurs. Elle ajoute que c'est comme cela que les anciens bureaux de tourisme ou de l'ancien MEDIA de Maurice ont réussi dans les domaines de poussée économique industrielle à démarcher de nouveaux investisseurs et acheteurs des pays européens.

Pour Kevin Teeroovengadam, avoir un bureau de l'EDB à Dubai permettra, en théorie, d'attirer les investisseurs. Ce-

pendant, il fait ressortir que nous devons regarder l'EDB et ses bureaux actuels au Japon, en Chine et dans d'autres pays et analyser pourquoi l'agence n'est pas capable d'attirer des investisseurs de ces pays. Cela, malgré le fait que l'EDB dépense plus d'argent en marketing. «Le fait d'avoir un bureau n'est pas en soi une solution ou un résultat magique. Je pense que l'EDB, dans son essence, a besoin d'une grande réforme structurelle. Pour être en mesure d'attirer les investisseurs, il faut des gens compétents avec une expérience dans les investissements mondiaux et aussi un carnet d'adresses avec les investisseurs mondiaux et je ne suis pas convaincu que l'EDB est en mesure d'attirer ce genre de talents. Je le répète depuis 2019 : l'EDB a besoin de personnes ayant une expérience en banque d'investissement ou en capital-investis-



sement. Il faut des professionnels agressifs pour attirer des investissements et des investisseurs», insiste-t-il.

LA MASHREQ BANK LOGNE MAURICE

La Mashreq Bank étudie les possibilités de mettre en place une structure bancaire numérique à Maurice. Il s'agit de la plus ancienne banque privée des Émirats arabes unis. Elle avait été fondée sous le nom de Bank of Oman en 1967. Cette institution financière dont l'empreinte s'étend à tout le Moyen-Orient jouit d'une forte présence dans les capitales financières du monde, avec des bureaux internationaux en Europe, en Asie, en Afrique et aux États-Unis. La Mashreq Bank a enregistré un bénéfice net de 265 millions d'AED (soit environ 72,1 millions d'USD) pour la période se terminant le 30 septembre 2021.

Amit Bakhiarta accueille très positivement la possibilité d'une entrée en opération de la Mashreq Bank sur la scène locale. Il en donne les raisons : «Les banques traditionnelles se développent maintenant de plus en plus, que ce soit de manière organique et/ou inorganique à travers leurs efforts internes de numérisation des opérations et du service client. Une banque étrangère "purement" numérique à Maurice est très susceptible de se révéler comme un précurseur. Cela contrairement à d'autres banques locales qui étaient censées assumer ce rôle. Mais pour un certain nombre de raisons non compétitives/productives et inhérentes à l'interne, elles ne le font pas assez», fait-il ressortir.

Par conséquent, Amit Bakhiarta souligne que cette décision est intelligente car elle fournira non seulement à nos compatriotes une autre alternative bancaire, mais encore elle permettra de transformer l'écosystème financier et bancaire mauricien ; ce qui ne peut que renforcer notre image – mais aussi la qualité – de place financière internationale. L'économiste Kevin Teeroovengadam ajoute qu'on a vu comment cette banque a réussi à utiliser la technologie pour entrer dans l'arène de la banque numérique. Il serait également bénéfique pour Maurice de voir ce que l'étude de la Mashreq Bank va démontrer en termes de retard à rattraper. Toutefois, Kevin Teeroovengadam précise qu'un certain nombre de pays d'Afrique ont fait beaucoup plus de progrès dans le domaine de la banque numérique que Maurice. Il est d'avis que nous devrions également regarder du côté de ces pays pour voir ce que nous pourrions mettre en œuvre à Maurice.



PROFITER DE L'EXPERTISE DE DUBAÏ DANS L'IMMOBILIER DE LUXE



HUSSEIN SAMIUL
PRÉSIDENT DE
DAMAC PROPERTIES

Il est bien connu que l'immobilier est l'un des secteurs clés ayant connu une croissance phénoménale à Dubaï au cours des deux dernières décennies. Dubaï ressemble aujourd'hui à une ville futuriste et pourtant, malgré la crise financière de 2007-08 et la crise de la Covid-19 depuis 2020, le secteur de l'immobilier de Dubaï continue d'attirer de nombreux investisseurs mondiaux. Cela signifie que l'émirat a une grande expertise dans le secteur ainsi qu'un grand réseau international pour attirer les investisseurs et les acheteurs de ces produits immobiliers. Les investissements des EAU dans l'immobilier et l'hôtellerie sont allés dans des pays comme les Seychelles, les Maldives, l'Égypte, la Zanzibar, la Tanzanie et le Kenya.

À titre de comparaison, Kevin Teeroovengadam fait remarquer que depuis 2015, le nombre de développements résidentiels et

d'unités résidentielles vendues aux étrangers sont en baisse à Maurice, passant de près de 500 par an en moyenne en 2015 à moins de 200 en 2019. Nous avons donc besoin de nouveaux investisseurs dans ce secteur qui peuvent nous aider à ouvrir de nouveaux marchés et l'économiste espère que les grands promoteurs et investisseurs des EAU seront en mesure de le faire à Maurice.

À ce sujet, lors de sa mission à Dubaï, le ministre des Finances, Rengasadan Padayachy, s'est entretenu avec le président de DAMAC. DAMAC Properties est un acteur clé du marché de l'immobilier de luxe au Moyen-Orient depuis 2002 et propose des propriétés résidentielles, commerciales et de loisirs emblématiques dans la région et au-delà. À ce jour, DAMAC a livré environ 36 400 logements de qualité, et environ 29 000 autres sont en cours de construction.

AFFICHER LA PRUDENCE

Il est clair que Dubaï est devenu un grand centre financier non seulement pour le Moyen-Orient, mais aussi, depuis quelques années, pour l'Afrique. De nombreuses entreprises africaines choisissent désormais Dubaï comme siège régional, comme Airtel Africa, l'une des plus grandes entreprises de télécommunications présente dans plus de 14 pays d'Afrique. Il s'agit là d'une occasion manquée pour Maurice qui, au cours des dix dernières années, a essayé de se positionner comme la plateforme financière pour canaliser les investissements en Afrique.

Nous constatons qu'un certain nombre d'entreprises basées à Maurice et opérant en Afrique étudient actuellement la possibilité de se relocaliser à Dubaï. Pour Kevin Teeroovengadam, nous devons rester prudents dans nos accords avec les autorités des EAU. Selon lui, nous devons plutôt agir intelligemment, sinon les EAU obtiendront plus d'avantages que Maurice.

Quant à Manisha Dookhony, elle est d'avis que Maurice n'est pas une passerelle entre l'Afrique et les Émirats. « Les entrepreneurs qui opèrent en Afrique vous diront pourquoi ils doivent passer par Maurice quand c'est plus facile pour eux d'aller directement aux Émirats pour la business. Ainsi, pour le secteur financier, il y a divers éléments à prendre en considération. C'est plus facile d'ouvrir un compte en banque à Maurice qu'à Dubaï. Il y a ainsi certaines contraintes qui jouent en faveur des opérateurs mauriciens. Mais là où l'on peut vraiment approfondir, c'est sur le développement des offres jointes en termes de services financiers », souligne-t-elle.

À titre d'exemple, Maurice est en train de développer des produits financiers innovants tels que les obligations vertes ou encore les actifs virtuels. Et on sait que la Dubai World Trade Center Authority (DWTC) a annoncé qu'il mettrait en place une zone de cryptographie spécialisée, devenant un régulateur des actifs virtuels et des cryptomonnaies, y compris les actifs numériques.

« Binance, la plus grande bourse de cryptomonnaies au monde en termes de volumes de transactions, a signé un accord avec la Dubai World Trade Center Authority pour faciliter la croissance d'un hub industriel pour le monde de la cryptographie. Cette initiative vise à accélérer les plans de Dubaï visant à établir un nouvel écosystème international d'actifs virtuels, qui, à son tour, générerait une croissance économique à long terme grâce aux innovations numériques. Il serait opportun pour Maurice d'envisager des collaborations de ce type en particulier si l'objectif du pays tend aussi vers le développement d'un écosystème d'actifs virtuels », recommande Manisha Dookhony.

